

Le catalyseur

"Des entrepreneurs engagés !"

Lettre d'information de France Chimie Île-de-France N°114 - Juillet 2021

**FRANCE
CHIMIE**
ÎLE-DE-FRANCE

PLAN DE RELANCE : DES OPPORTUNITÉS POUR LA CHIMIE !

Laurent Hottiaux, Préfet des Hauts-de-Seine

Nous voici au terme du second semestre de l'année, marqué par la persistance de la crise sanitaire avec son cortège de variants, chacun plus redoutable que le précédent.

Pour autant, une lueur d'espoir se fait jour au seuil de cette période estivale grâce à la campagne de vaccination déployée désormais activement dans le pays.

C'est l'occasion de souligner combien la recherche scientifique a été exceptionnelle et parmi elle ses chimistes qui ont œuvré sans relâche pour offrir au Monde des solutions.

Mettre au point et livrer en 16 mois autant de vaccins est un exploit et une belle performance.

Certes, on trouvera çà et là quelques sujets de mécontentement voire d'indignation mais faisons savoir que la Recherche et la Chimie nous permettent seules aujourd'hui de sortir dans un temps record d'une situation sanitaire inédite, imprévue et dramatique.

Restons toutefois mobilisés pour anticiper les prochaines crises. Le réarmement de la France est un impératif contre les risques de pandémie à venir.

Saluons ici les industriels de notre Profession et nos adhérents particulièrement engagés pour restaurer sur notre territoire la souveraineté sanitaire indispensable pour reconquérir notre indépendance dans ce domaine où nous disposons de grands scientifiques et de nombreux experts capables d'y contribuer si on leur en donne les moyens.

Sollicitons alors les mesures du Plan de Relance, sans précédent proposé par le Gouvernement dont l'ambition est bien de donner un sursaut durable à notre industrie intégrant les dimensions environnementales, numériques et sanitaires comme le souligne dans nos colonnes le Préfet Laurent Hottiaux.

Vive la Chimie, très bel été !

Gilles le Maire
Délégué Général
France Chimie Ile-de-France

Depuis le début de la crise sanitaire, la filière de la chimie, notamment par l'intermédiaire de France Chimie Ile-de-France installée à Puteaux, a su utiliser les leviers d'actions proposés dans le cadre du plan de relance et avec le soutien des services départementaux de l'Etat.

Le 23 février dernier, la tenue d'une réunion entre les entreprises de votre secteur et l'équipe de la préfecture chargée de la relance animée par Yoann Blais, sous-préfet, a généré des échanges constructifs qui traduisent le dynamisme territorial de la filière. Les entreprises de la chimie, notamment les TPE et PME qui structurent notre territoire, ont joué un rôle clé pour assurer la résilience de l'économie française au plus fort de la crise en 2020.

Si le secteur de la chimie est parvenu à maintenir l'essentiel de son activité, il n'en demeure pas moins affecté par la crise économique et sanitaire. Face à ce contexte, des mesures de soutien d'urgence exceptionnelles ont été prises.

Dans le cadre du dispositif de soutien à l'investissement et la modernisation de l'industrie, le Gouvernement souhaite soutenir les secteurs stratégiques, parmi lesquels celui des « intrants essentiels à notre industrie ».

A ce titre, l'industrie chimique du département, dont la production et l'expertise innervent notre écosystème industriel, est soutenue dans ses projets d'investissement, de relocalisation ou de renforcement d'unités de production. Récemment, un projet de relocalisation en France d'activité relatif aux gaz médicaux a été retenu et co-financé.

Au travers des dispositifs portés par le plan de relance, nous portons l'ambition collective de dessiner la capacité future de notre économie à reconstituer une souveraineté industrielle pour répondre aux défis environnementaux, numériques et sanitaires auxquels nous faisons face. Sur ces trois enjeux, je mesure la volonté de la filière chimique francilienne d'y prendre part. Les guichets et appels à projets concernant le développement de l'hydrogène et la décarbonation de l'industrie constituent des vecteurs de soutien importants pour les entreprises. A cet égard, le 1er projet francilien de décarbonation vient d'être déposé par une entreprise pétro-chimique altoséquanaise faisant ainsi des Hauts-de-Seine un département pré-

curseur dans la conciliation de la performance économique et d'un meilleur respect de l'écologie.

Outre l'investissement, le chantier de l'emploi et des compétences sera crucial pour relancer durablement notre économie.

“ Assurer la résilience de l'économie française ”

Le dynamisme des aides mises en place par le Gouvernement – aide exceptionnelle pour l'embauche des jeunes et aides à l'alternance – en atteste. L'an dernier, ce sont près de 2200 contrats d'alternance qui ont été signés par les entreprises franciliennes de la filière de la chimie, reflétant sa mobilisation en cette période singulière. Plus récemment, le succès de l'édition virtuelle du « Village de la chimie » en mars 2021 démontre son engagement pour l'emploi et l'investissement. Forte de la diversité de ses profils et de la multiplicité de ses applications, la chimie s'inscrit pleinement dans la relance !

LES DOUANES, AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DES ENTREPRISES

L'actualité récente, entre les mesures de rétorsion commerciale, les accords de libre-échange signés par l'Union Européenne ou encore le Brexit, a replacé la matière douanière au cœur de la stratégie des entreprises, celles-ci découvrant souvent qu'un dédouanement mal maîtrisé peut entraîner des délais d'immobilisation rallongés et des coûts conséquents.

J'ai souhaité nouer un partenariat solide avec les entreprises de l'industrie chimique, dont je connais à la fois l'importance dans l'économie francilienne et l'inclinaison naturelle vers l'export, dans l'objectif d'éviter ces difficultés et d'exposer les outils proposés par notre administration en mesure d'améliorer rapidement leur compétitivité et leur trésorerie.

FAVORISER L'EXPANSION À L'INTERNATIONAL

Le soutien aux TPE, PME et ETI afin de favoriser leur expansion à l'international représente l'un des enjeux majeurs de la douane francilienne. La réalisation de cet objectif repose sur l'action combinée des bureaux et des trois Pôles d'Action Economique (PAE) rattachés aux directions régionales dont les services mettent à la disposition des entreprises un arsenal de mesures entièrement gratuites.

Ainsi les PAE peuvent conseiller les entreprises à chaque étape de leur développement :

- lors de la construction du business model puisque maîtriser les accords de libre-échange, en particulier la no-

tion d'origine préférentielle, peut amener un opérateur à modifier son sourcing ou les pays ciblés pour les ventes à l'export ;

- lors des premières opérations internationales puisque nous proposons, via des rescrits, des outils de sécurisation des éléments fondamentaux des déclarations en douane ;
- lors de la phase de consolidation, au cours de laquelle le dédouanement à domicile, le dédouanement centralisé national - qui permet de centraliser le dépôt des déclarations sur un seul bureau de douane, qui devient un interlocuteur privilégié et connu pour l'entreprise - ou encore le statut d'Opérateur Economique Agréé (OEA), label reconnu au niveau international acquis après un audit de certification des processus en place, pourront être proposés.

DE VRAIES OPPORTUNITÉS D'OPTIMISATION

Des gains substantiels de trésorerie peuvent également être obtenus à travers la mise en place de régimes particuliers. Ces derniers, qui correspondent aux trois fonctions-clés des entreprises (stockage, transformation et utilisation) permettent, par exemple, de suspendre le paiement des droits de douane et la

TVA jusqu'à la vente plutôt qu'au moment du franchissement de la frontière (régime dit de l'entrepôt douanier) mais aussi d'exporter des marchandises originaires de l'UE afin de les transformer puis de réimporter les produits finis avec une taxation adaptée (régime du perfectionnement passif). Ces outils, trop méconnus et insuffisamment sollicités, constituent pourtant de vraies opportunités d'optimisation du dédouanement !

DES AGENTS PLEINEMENT ENGAGÉS

Pour mettre en place ces préconisations, les PAE proposent des entretiens individualisés et

entièrement gratuits aux entreprises franciliennes. Sur la base d'un diagnostic précis des flux et des besoins exprimés, les agents

listeront les outils les plus adaptés sous la forme d'un compte rendu contenant toutes les informations et les liens utiles. Les PAE peuvent également accompagner les entreprises sur la partie réglementaire (biens à double usage notamment) ou solliciter le réseau des attachés douaniers afin de mieux maîtriser les règles douanières et fiscales à destination, celles-ci restant considérées comme l'un des freins principaux à l'exportation par les entreprises françaises.

J'encourage donc les adhérents de France Chimie Ile-de-France à prendre attache avec la douane francilienne : ils trouveront à chaque occasion des agents pleinement engagés pour les soutenir et contribuer ainsi à la relance de notre économie.

*Jean-Roald l'Hermitte
Administrateur Général,
Directeur interrégional,
Douanes d'Ile-de-France*

REPÈRE

COMMERCE EXTÉRIEUR

A fin avril 2021, les échanges extérieurs de la chimie en France (yc produits pharmaceutiques de base) se sont nettement améliorés par rapport à la même période de 2020.

Les exportations ont enregistré un sursaut de près de 31 % par rapport à avril 2020.

En cumul, la balance commerciale continue de progresser pour s'élever à 4,2 milliards d'euros, soit en hausse de 1 milliard sur un an.

La croissance des exportations sur les quatre premiers mois de l'année a été tirée par l'ensemble des secteurs, la chimie organique, les spécialités chimiques et les savons, parfums et produits d'entretien contribuant davantage à la reprise. Les ventes de ces derniers ont fortement rebondi en avril (+80 % sur un an).

Les échanges de produits chimiques (hors pharmacie) en IDF ont représenté en 2020 :

- 14% des exportations totales de la chimie en France
- 13% des importations totales de la chimie en France
- 17% du solde total de la chimie en France

En 2020 en Île-de-France, les flux se sont effondrés sous l'effet de la crise sanitaire, et la balance commerciale a diminué à 2,2 milliards d'euros.

Passé le plus fort de la crise au 2^e trimestre 2020, les exportations ont nettement rebondi pour retrouver leur niveau pré-crise en fin d'année.

Au 1^{er} trimestre 2021, les exportations ont ralenti (-9% en valeur pour la chimie par rapport au trimestre précédent) après deux trimestres consécutifs de rebond. A l'importation, les flux ont été légèrement plus dynamiques (+3% sur la même période).

*Catherine Herrero
Affaires Economiques et
Statistiques
France Chimie*

Pôles d'Action Economique :

- Pour les entreprises du 75 : pae-paris@douane.finances.gouv.fr
- Pour les entreprises du 77, 93 et du 94 : pae-paris-est@douane.finances.gouv.fr
- Pour les entreprises du 78, 91, 92 et du 95 : pae-paris-ouest@douane.finances.gouv.fr

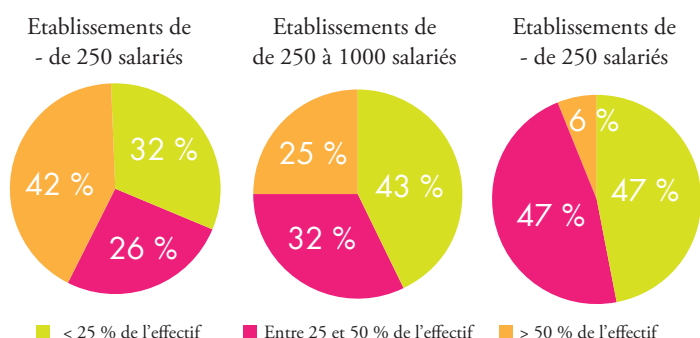
TÉLÉTRAVAIL : OUTIL DE CRISE OU SOLUTION DURABLE

Face au développement massif du télétravail, le Département Social et Relations Humaines de France Chimie Île-de-France a engagé une vaste et inédite consultation des adhérents afin de recenser les mesures mises en œuvre dans la branche. L'intérêt manifesté pour cette enquête et la richesse des retours enregistrés nous offrent à présent une vision fidèle des pratiques des entreprises.

Consultez l'intégralité de l'enquête sur notre site Internet : www.chimie-idf.fr/Actualites

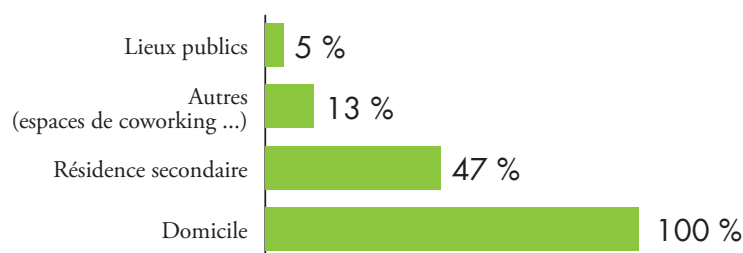
45% des adhérents de France Chimie IDF ont participé à la présente enquête

EFFECTIF PRATIQUANT LE TÉLÉTRAVAIL



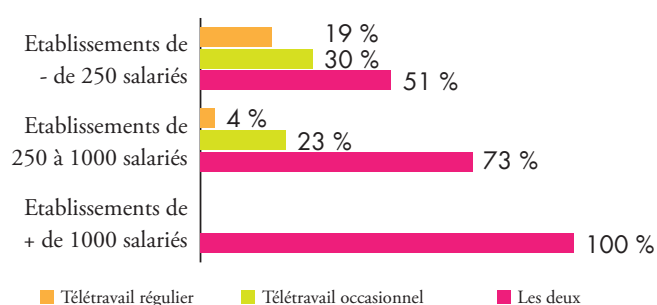
76% des établissements comptent pérenniser le télétravail après la crise sanitaire.

LIEUX DU TÉLÉTRAVAIL 48% DES ÉTABLISSEMENTS L'ENCADRENT

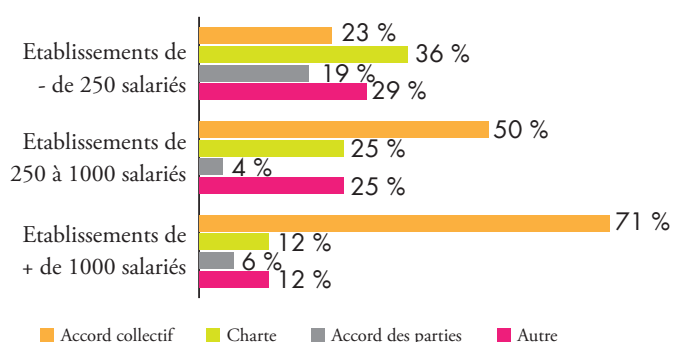


26% des répondants prennent en charge les frais liés au télétravail dont 78% qui pratiquent la prise en charge forfaitaire.

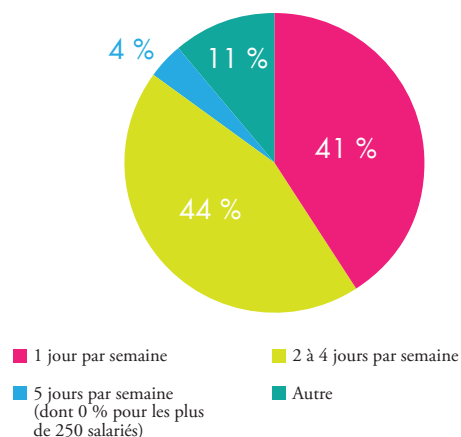
TÉLÉTRAVAIL RÉGULIER OU OCCASIONNEL ?



MODALITÉS DE MISE EN PLACE



NOMBRE DE JOURS DE TÉLÉTRAVAIL RÉGULIER



Contact : t.lecoeur@chimie-idf.fr

L'incendie de Rouen a mis en lumière des voies de progrès dans la gestion, le suivi et les conditions matérielles du stockage des marchandises inflammables et combustibles.

Il a conduit à un renforcement de la réglementation sur la conception des entrepôts et des stockages, des dispositifs de prévention des incendies et des modalités de gestion de crise.

Pour accompagner cette évolution et améliorer la sécurité des opérations logistiques, France Chimie et Transport et Logistique de France (TLF) ont adopté les termes d'un « *engagement volontaire* ». Le but étant de déployer les meilleures pratiques pour le stockage et la logistique des marchandises dangereuses. Cette démarche commune s'inscrit dans un objectif de renforcement de la collaboration entre les logisticiens et les industriels. S'agissant du secteur de la chimie, elle entre directement dans le cadre du « *Responsible Care* ».

UN GUIDE DE DÉPLOIEMENT

Les discussions ont donné lieu à la rédaction d'un document partagé où France Chimie et TLF s'engagent au déploiement du référentiel européen *SQAS entreposage* auprès des prestataires logistiques stockant des produits chimiques conditionnés.

Le référentiel *SQAS entreposage* s'opérera dans le respect d'une hiérarchie tenant compte du niveau de dangerosité au transport des produits confiés en stockage et de la classification des entrepôts au titre de la réglementation des ICPE.

En complément de ce document fondateur, France Chimie et les représentants des prestataires logistiques finalisent le protocole de déploie-

ment du *SQAS entreposage* sur lequel industriels et logisticiens pourront s'appuyer pour concrétiser leur engagement.

UN OUTIL D'AMÉLIORATION

Reflet de sa détermination et de sa conviction à faire du référentiel *SQAS entreposage* un outil d'amélioration de la qualité des prestations logistiques de la part des exploitants du secteur, France Chimie a inscrit son engagement dans le contrat stratégique de la filière CSF Chimie et Matériaux récemment actualisé.

Si *SQAS* est connu d'une grande partie des acteurs français de la chimie dans ses déclinaisons « *transports routier et ferroviaire* » et « *lavage des citernes* », il reste en revanche quasi confidentiel en matière d'« *entreposage* » avec seulement 12 sites logistiques français évalués et référencés

dans la base de données du CEFIC.

A la différence d'une certification ou d'une normalisation, plus rigides que le principe de l'évaluation sur lequel repose le *SQAS*, le client industriel sera en

Améliorer la sécurité des opérations logistiques

capacité d'apprécier et de filtrer les résultats de l'audit par rapport à ses propres exigences et de demander au prestataire la mise en œuvre d'un plan d'actions.

Il appartient désormais aux industriels de la chimie de s'approprier le dispositif de cet engagement interprofessionnel.

Christian Rose
Responsable Transports & Logistique
France Chimie
www.sqas.org

BRÈVES

CCNIC & DURÉE DU TRAVAIL

Le Département Social et Relations Humaines de France Chimie IDF animera à l'intention des entreprises de la Profession son séminaire consacré à « *la Durée et l'Aménagement du temps de travail dans les industries chimiques* ».

- Le 19 octobre à Strasbourg (Grand-est)
 - le 4 novembre à Puteaux (Ile-de-France) ;
- Il animera également son traditionnel séminaire « *la CCNIC : ses spécificités* » :
- le 30 septembre à Puteaux (Ile-de-France) ;
 - le 7 octobre à Lille (Hauts-de-France).
 - Le 16 novembre à Orléans (Centre Val-de-Loire)

Information et inscription :
inscription@afci.org

ABONNEZ-VOUS !

La « *Compilation Sociale des Industries Chimiques* » consolide sur un support unique et interactif les 100 Fiches Techniques, les 50 Brèves Jurisprudentielles, les Arrêts Majeurs et les Chiffres Utiles, publiés mensuellement par le Département Social et Relations Humaines.

Afin de vous accompagner au plus près de vos préoccupations liées à la crise sanitaire et économique actuelle, nous nous attachons, en priorité, à créer ou mettre à jour nos outils au fur et à mesure des dispositions sociales prises par les pouvoirs publics (activité partielle, APLD, télétravail, entretiens professionnels, APC, licenciement économique ...).

Les abonnés reçoivent tous les mois, une alerte par email les informant de chaque mise en ligne de documents.

Information :
www.compilationsociale.chimie-idf.fr

AGENDA SSE

Le Département Santé, Sécurité et Environnement de France Chimie Ile-de-France vous propose de vous retrouver aux réunions suivantes :

- 21 septembre : Sites et sols pollués, enjeux juridiques et opérationnels ;
- 12 octobre : Les RPS, décryptages à la lumière du Covid ;
- 9 Décembre : 86^{èmes} Rencontres ASPRODET, les déchets en 2030.

Information et inscription :
p.humily@chimie-idf.fr

NOUVEAU ! GUIDE CULTURE DE SÉCURITÉ

Elaboré par le Groupe de Travail « *Culture de sécurité* », ce guide pratique vous aide à impliquer l'ensemble des salariés, développer les bonnes pratiques et renforcer la performance de votre entreprise. Vous trouverez : 4 Fiches Méthodologiques, 7 Fiches Pratiques et une grille d'autodiagnostic.

Ces outils très opérationnels et plus particulièrement la grille d'autodiagnostic (format numérique) vous permettent d'avoir une vision globale de votre système de Culture de Sécurité à l'aide de graphiques et d'indicateurs prédéfinis.

Information et commande :
p.humily@chimie-idf.fr

SUIVEZ-NOUS !

Suivez en temps réel toute l'actualité de France Chimie Ile-de-France sur les réseaux sociaux Twitter et LinkedIn.

Contact :
t.lecoeur@chimie-idf.fr